

Maître d'ouvrage:

**SCEA BOIS ROUSSEAU**

*Siège d'exploitation : LE BOIS ROUSSEAU*

*Saint-Paul-en-Pareds*

# Pré études technique et réglementaire PROJET DE RESERVE EN EAU



SCEA LE BOIS ROUSSEAU  
Saint-Paul-en-Pareds

**CAVAC**  
POSITIVE  
AGRICULTURE!

## Table des matières

1	Identification de l'exploitation .....	2
2	Objet du dossier : .....	2
2.1	Projet .....	2
2.2	Motivations .....	3
2.3	Situation géographique .....	4
2.4	Contexte règlementaire .....	6
2.5	Caractéristiques du site envisagé pour le projet .....	7
2.6	Approche économique .....	7
2.7	Urbanisme .....	8
3.	Contexte environnemental .....	9
3.1	Contexte et calcul de la ressource en eau .....	9
3.1.1	Modalité de remplissage de la réserve et d'utilisation .....	10
3.1.2	déconnexion et agrandissement du plan d'eau .....	12
3.2	Situation géologique et morphologique .....	13
3.3	Les secteurs d'intérêt particulier .....	14
3.3.1	- Les ZNIEFF .....	14
3.3.2	- Natura 2000 .....	15
3.3.3	- Schéma Régional de Cohérence Ecologique des Pays de la Loire .....	17
3.4	Les zones humides .....	18
3.5	Environnement proche .....	19
3.5.1	Habitation .....	19
3.5.2	Périmètre eau potable .....	19
3.6	Servitudes .....	19
3.7	zones de présomption archéologique .....	20
4.	Le SDAGE et le SAGE .....	21
5.	Conclusion .....	24
	Annexes .....	25

## 1 Identification de l'exploitation

SCEA LE BOIS ROUSSEAU  
Le Bois Rousseau  
85 500 Saint-Paul-en-Pareds

SAU : 130 Ha  
UTH : 2

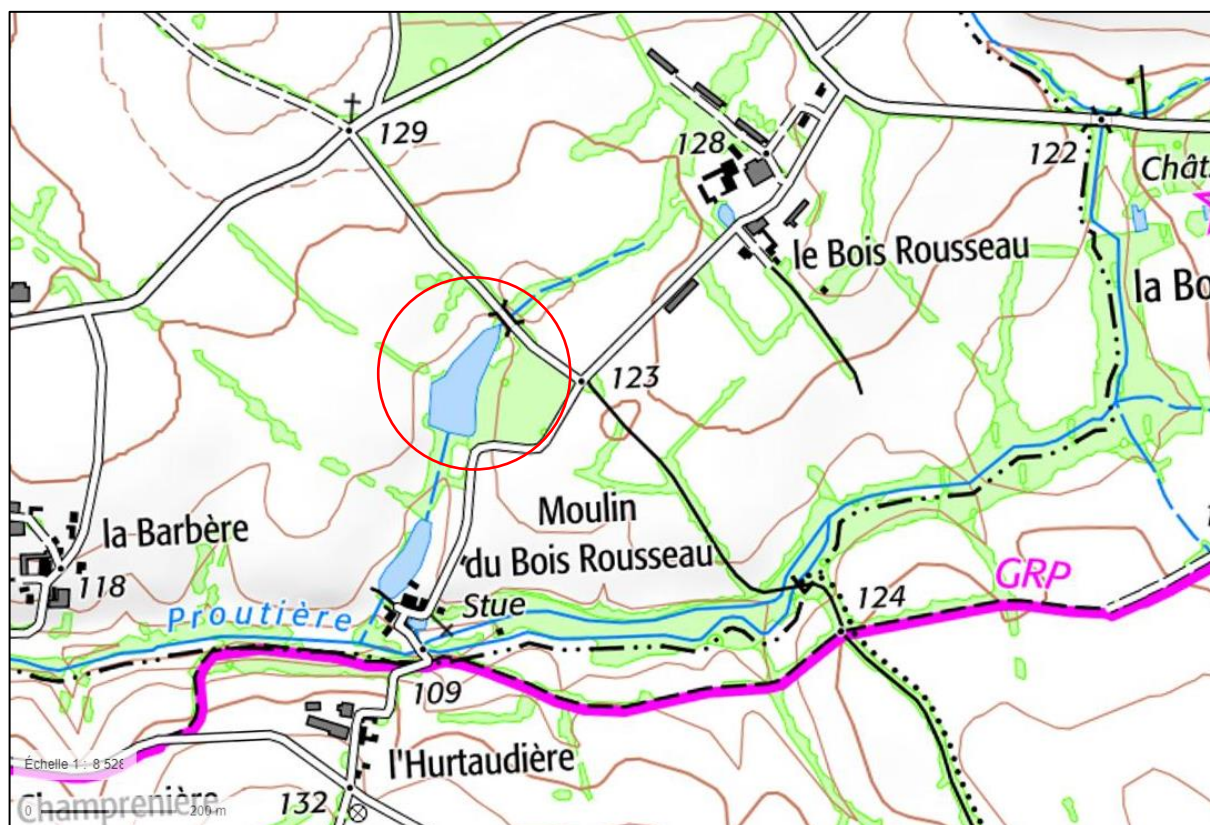
Cultures actuelles : 38 ha de blé tendre, 10 ha de blé dur, 15 ha de maïs, 22 ha de tournesol, 12 ha de colza, 5 ha de luzerne semence, 10 ha de ray-grass temporaire, 10 ha de ray-grass permanent

## 2 Objet du dossier :

### 2.1 Projet

L'objectif est d'approfondir et d'agrandir une réserve d'irrigation de 13 000 m<sup>3</sup> pour porter son volume à 45 000 m<sup>3</sup>. Ce projet permettra l'irrigation des 10 ha de maïs, 10 ha de ray-grass semence, 10 ha de moquette et 10 ha de pomme de terre.

La retenue actuellement connecté à un cours d'eau sera déconnecté en parallèle de l'agrandissement. Un nouveau tronçon caractéristique d'un cours d'eau sera dimensionné. Cette déconnexion tiendra compte de l'arrêté ministériel du 30 juin 2020 définissant les travaux de restauration des fonctionnalités naturelles des milieux aquatiques relevant de la rubrique 3.3.5.0.



## 2.2 Motivations

Après analyse des besoins, 40 ha seront irrigués annuellement. Une irrigation plus importante permettra à la SCEA un accès à des cultures spécialisées à plus forte valeur ajoutée comme la pomme de terre. Un minimum de 15-20 ha de cultures spécialisée pourra être irrigué annuellement.

Le volume total à mobiliser est estimé à partir du besoin moyen enregistré pour des cultures irriguées dans le département et de la surface exploitée, soit pour le projet, un volume avoisinant 45 000 m<sup>3</sup>(1300 m<sup>3</sup>/ha).

L'apport d'eau aux stades sensibles des cultures permettra d'assurer un rendement suffisant. L'enjeu pour l'exploitation est de développer des cultures spécialisées comme la pomme de terre. Les mogettes sont aussi envisagées.

En effet les évolutions climatiques avec des périodes de sécheresse de plus en plus fréquentes compromettent de nombreuses productions.

Le développement de l'irrigation permettra à la SCEA BOIS ROUSSEAU de sécuriser ses rendements.

L'intérêt du projet consiste à stocker l'excédent d'eau hivernale sur le bassin versant, pour effectuer un apport en eau durant la période d'été.

L'implantation du projet a été orientée par sa proximité vis-à-vis du parcellaire irrigable, de la maîtrise du foncier, de l'étang existant, des capacités de remplissage ainsi que des caractéristiques géomorphologiques nécessaires à ce type d'ouvrage.



## 2.3 Situation géographique

Saint-Paul-en-Pareds est une commune française située dans le département de la Vendée en région Pays de la Loire.

Administration	
<b>Pays</b>	 France
<b>Région</b>	Pays de la Loire
<b>Département</b>	Vendée
<b>Arrondissement</b>	La Roche-sur-Yon
<b>Intercommunalité</b>	Communauté de communes du Pays des Herbiers
<b>Maire</b>	Bénédicte Gardin
<b>Mandat</b>	2020-2026
<b>Code postal</b>	85500
<b>Code commune</b>	85259

Géographie	
<b>Coordonnées</b>	 46° 49' 26" nord, 0° 59' 01" ouest
<b>Altitude</b>	124 m Min. 83 m Max. 181 m
<b>Superficie</b>	12,29 km <sup>2</sup>
<b>Type</b>	Commune rurale
<b>Aire d'attraction</b>	Les Herbiers (commune de la couronne)
Élections	
<b>Départementales</b>	Canton des Herbiers
<b>Législatives</b>	Quatrième circonscription

Coordonnées du site d'étude

Latitude : 46,824122°

Longitude : -0,949996°

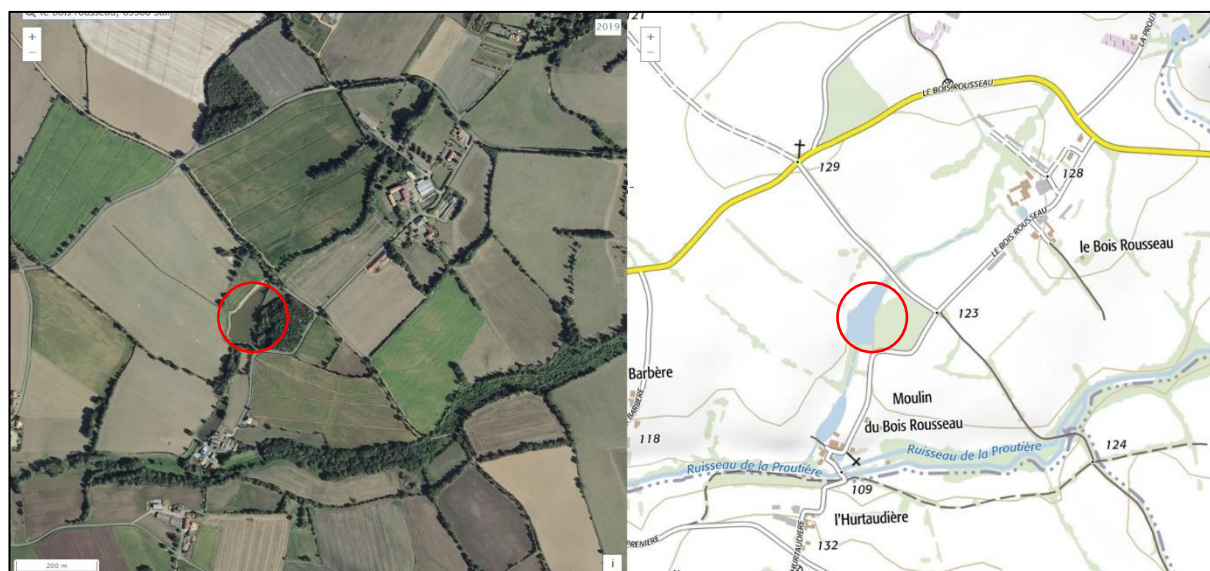
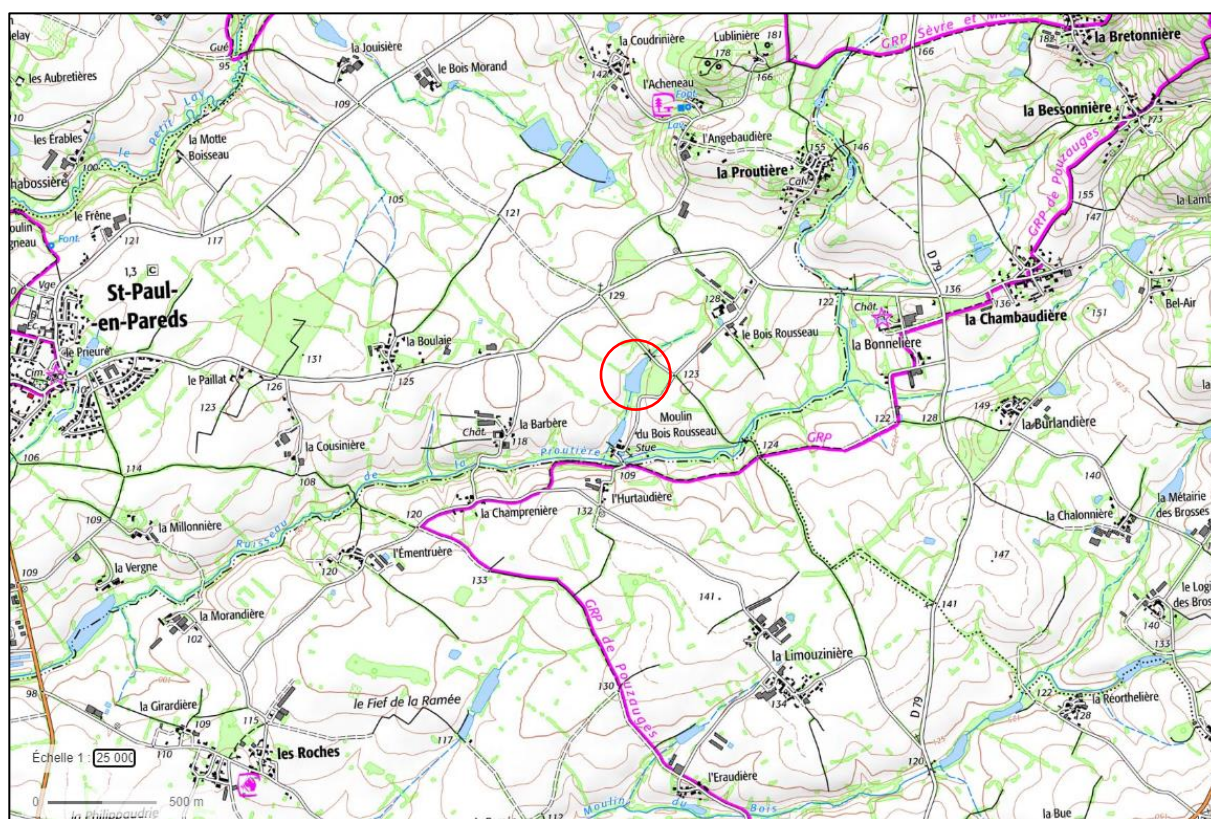
Parcelle cadastrale :

OB 0869

Masse d'eau concernée : La Petit Lay et ses affluents depuis la source jusqu'à la confluence avec le Lay (code SANDRE : FRGR0574)



Le projet se situe au lieu-dit le Bois Rousseau à Saint-Paul-en-Pareds :





## 2.4 Contexte réglementaire

SAGE du Lay	Le projet se situe dans le périmètre du Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux du Lay. Il devra être conforme à son règlement et compatible avec les dispositions de son PAGD
3.3.1.0. Assèchement « mise en eau », imperméabilisation, remblais de zone humide ou de marais 1° Supérieure ou égale à 1 ha (A) 2° Supérieure à 0,1 ha, mais inférieure à 1 ha (D)	Les prospections permettront de déterminer précisément la présence de zones humides sur les potentiels scénarios retenus. La séquence ERC sera détaillée dans le dossier loi sur l'eau. Si des zones humides sont impactées, Le pétitionnaire veillera à rester sous le stade de déclaration.
1.2.1.0. Prélèvements et installations et ouvrages permettant le prélèvement, y compris par dérivation, dans un cours d'eau, dans sa nappe d'accompagnement ou dans un plan d'eau où Canal alimenté par ce cours d'eau ou cette nappe :	<b>Concerné</b> Le remplissage de la retenue s'effectuera par dérivation et pompage d'une partie des eaux du futur cours d'eau déconnecté. <b>Déclaration</b>
3.2.3.0. Plans d'eau, permanents ou non : 1° Dont la superficie est supérieure ou égale à 3 ha (A) ; 2° Dont la superficie est supérieure à 0,1 ha mais inférieure à 3 ha (D). « Ne constituent pas des plans d'eau au sens de la présente rubrique les étendues d'eau réglementées au titre des rubriques 2.1.1.0., 2.1.5.0. et 3.2.5.0. de la présente nomenclature, ainsi que celles demeurant en lit mineur réglementées au titre de la rubrique 3.1.1.0. » « Les modalités de vidange de ces plans d'eau sont définies dans le cadre des actes délivrés au titre de la présente rubrique. » ;	<b>Concerné</b> La surface totale des miroirs d'eau sera inférieure à 3 ha. <b>Déclaration</b>
3.2.5.0 Barrage de retenue et ouvrages assimilés relevant des critères de classement prévus par l'article R. 214-112	Les ouvrages ne seront pas de classe C. Volume hors sol < 50 000m <sup>3</sup> / aucune habitation à moins de 400 ml à l'aval <b>Non concerné</b>
1.3.1.0 A l'exception des prélèvements faisant l'objet d'une convention avec l'attributaire du débit affecté prévu par l'article L. 214-9, ouvrages, installations, travaux permettant un prélèvement total d'eau dans une zone où des mesures permanentes de répartition quantitative instituées, notamment au titre de l'article L. 211-2, ont prévu l'abaissement des seuils : 1° Capacité supérieure ou égale à 8 m <sup>3</sup> /h (A) 2° Dans les autres cas	Le projet se situe en Zone de Répartition des Eaux  Le projet fera l'objet d'une demande d'attribution de volumes de l'OUGC en place. Dans ce cas l'attributaire du volume est l'Etablissement Public du Marais Poitevin (EPMP). Des volumes sont, à ce jour, disponibles (voir avis de l'EPMP principe en annexe). Une demande annuelle sera faite pour le renouvellement du volume. <b>Non concerné</b>
3.3.5.0 Travaux, définis par un arrêté du ministre chargé de l'environnement, ayant uniquement pour objet la restauration des fonctionnalités naturelles des milieux aquatiques, y compris les ouvrages nécessaires à cet objectif (D). Cette rubrique est exclusive de l'application des autres rubriques de la présente nomenclature.	<b>Concerné</b> La création d'un lit artificiel permettra de déconnecter le cours d'eau du plan d'eau (aujourd'hui connecté). <b>Déclaration</b>

Au regard des points ci-dessus, le dossier devrait être soumis à déclaration au titre du Code de l'environnement.

D'après le code de l'urbanisme, l'ouvrage représentera certainement une emprise individuelle inférieure à 2 ha et sera soumis à déclaration préalable. Si l'ouvrage atteint une emprise de plus de 2 ha, il sera soumis à permis d'aménager.

## 2.5 Caractéristiques du site envisagé pour le projet

La retenue est positionnée sur la commune de Saint-Paul-en-Pareds.

La totalité de l'emprise est en propriété du pétitionnaire.

L'emplacement du projet est raisonné en fonction de la maîtrise du foncier, de l'étang existant, des caractéristiques topologiques ainsi que la disponibilité des matériaux, le tout en cohérence avec les documents de gestion et d'urbanisme en tenant compte de l'ensemble des aspects environnementaux mais aussi de son mode d'alimentation en eau.

Des sondages seront effectués pour vérifier si les matériaux nécessaires à la conception de l'agrandissement sont en qualité et quantité suffisante (équilibre déblai / remblai).

L'agrandissement empiètera sur des terres agricoles, actuellement cultivées par le pétitionnaire.

## 2.6 Approche économique

L'étude économique n'est qu'une approche, n'ayant pas d'autre objectif que celui d'indiquer un ordre de grandeur des coûts d'investissement et le coût de fonctionnement. Cette étude figurera dans le dossier de déclaration loi sur l'eau.

D'autre part le projet génère des charges de structure. La charge sera existante même les années plus humides ou l'irrigation ne sera pas ou peu nécessaire. Seul le poste électricité sera en charge opérationnelle.

Le but du projet est d'assurer la partie production de fourrage pour sécuriser l'autonomie alimentaire de l'atelier bovin. La contractualisation des cultures spécialisées est aussi envisagée par la SCEA

Dans un contexte plus large, le projet assurera le dynamisme de la filière qui contribue à l'économie locale.



## 2.7 Urbanisme

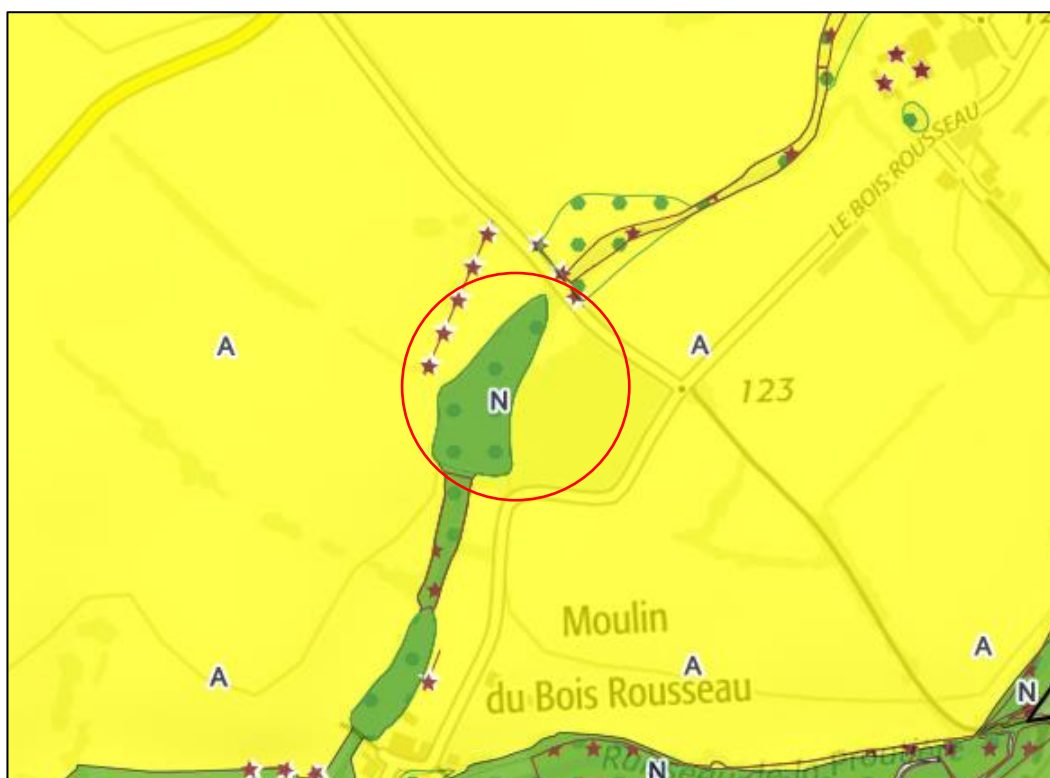
La surface d'emprise sera définie précisément à la suite des études techniques et topographiques.

Emprise totale < 2 ha : dépôt d'une déclaration préalable

Emprise totale > 2ha : dépôt d'un permis d'aménager

A première vue, une déclaration préalable devra être déposée.

Selon le PLU de Saint-Paul-en-Pareds, le projet se situe en zone A et N, autorisant ce type de travaux à vocation agricole.



### 3. Contexte environnemental

#### 3.1 Contexte et calcul de la ressource en eau

La commune concernée par le projet est située dans le bassin versant du Lay, en zone de répartition des eaux (ZRE).

La masse d'eau concernée est celle du Petit Lay (code SANDRE : FRGR0574).

Après consultation de l'Etablissement Public du Marais Poitevin, des volumes hivernaux sont toujours disponibles sur le bassin versant.

L'alimentation par interception des eaux de surfaces devra respecter les dispositions concernées dans le chapitre 7 du SDAGE Loire Bretagne 2016-2021.

*Pluviométrie à Chantonay 1981-2010:*

Mois	jan.	fév.	mars	avril	mai	Juin	jui.	août	sep.	oct.	nov.	déc.	année
Précipitations (mm)	97.5	67.4	63.5	67.3	62.6	44	49.9	45.2	73.2	106.9	96.3	103.1	876.9

Pluviométrie du 1er novembre au 31 mars : 427,8 mm Pluviométrie annuelle 876,9 mm
--

Afin de répondre à la réglementation loi sur l'eau et aux dispositions du SDAGE et du SAGE, le pétitionnaire procédera au remplissage de la retenue sur la période dite hivernale, du 1er novembre au 31 mars.

**Le projet étant situé en ZRE, le pétitionnaire devra faire une demande de volume annuel à l'Etablissement Public du Marais Poitevin (EPMP), qui est l'Organisme Unique de Gestion des Eaux (OUGC) sur le territoire.**

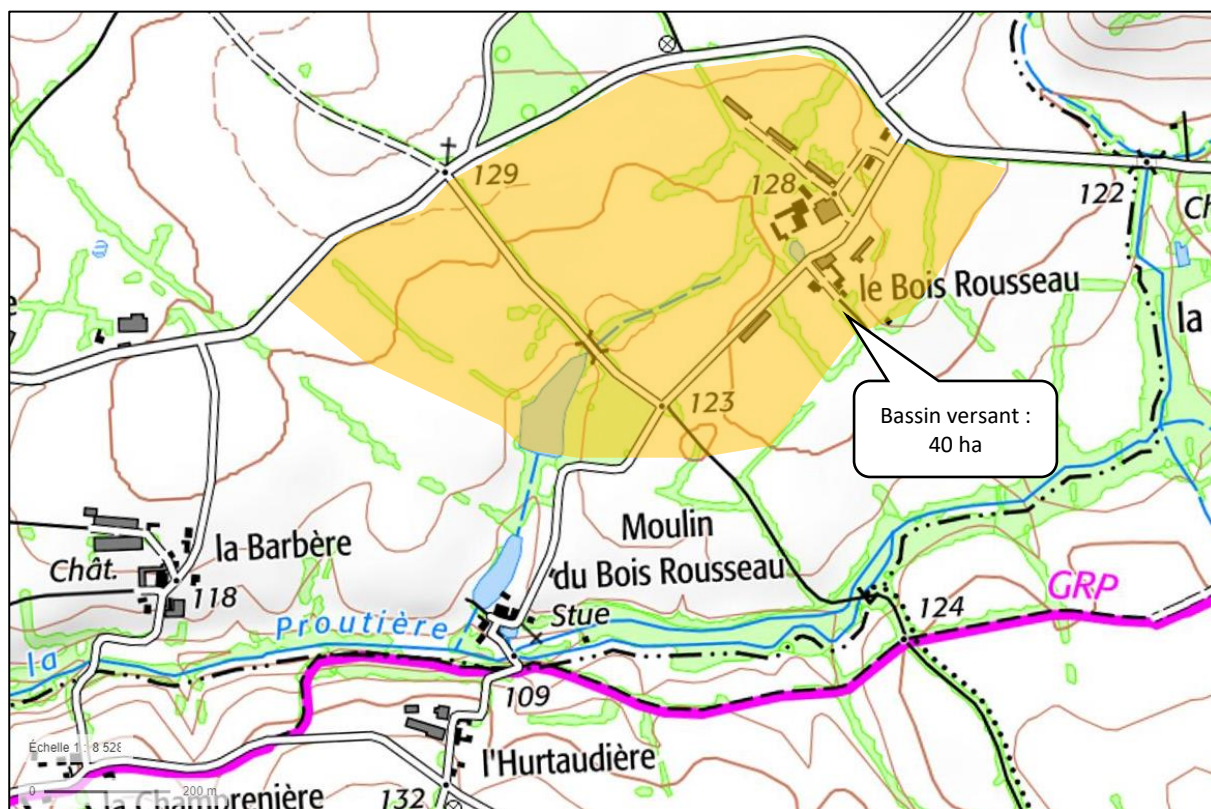
### 3.1.1 Modalité de remplissage de la réserve et d'utilisation

Le remplissage de la retenue s'effectuera via les eaux de ruissèlement gravitaire qui s'écouleront directement dans l'étang et par le futur cours d'eau déconnecté.

Un ouvrage de répartition des eaux avec un système de bypass permettra de diriger une partie des écoulements vers le plan d'eau en période de prélèvement autorisée (1 novembre – 31 mars) et vers le nouveau tronçon cours d'eau le reste du temps. Pour conserver le débit minimum biologique du cours d'eau, un déversoir permettra l'écoulement du ruisseau dans le plan d'eau qu'à partir d'un seuil de 10% du débit moyen du cours d'eau.

Lorsque le niveau d'eau dans la retenue atteindra le niveau d'eau du ruisseau, le complément du remplissage se fera par pompage depuis un piège à eau connecté au ruisseau. Au-delà de la période de remplissage autorisée ou dès lors que la retenue sera pleine, le prélèvement (dérivation et pompage) sera stoppé.

*Bassin versant de remplissage (40 ha) :*



Caractéristiques du bassin versant :

- 25 ha de surface agricole drainée
- 12 ha de surface agricole non drainée
- 3 ha de surface imperméabilisée (lieu-dit du Bois Rousseau)

En appliquant les coefficients de transformation de l'eau suivant :

- Surfaces agricoles drainées : 0,25
- Surfaces agricoles non drainées : 0,15
- Surface en miroir d'eau : 1
- Surfaces imperméabilisées : 0,75

Calcul du volume de remplissage :

Précipitations annuelles	876,9 mm
Précipitations hivernales	427,8 mm

Bassin versant gravitaire imperméabilisée :  $3 \text{ ha} \times 0,75 \times 427,8 \text{ m} = 9\,625 \text{ m}^3$

Bassin versant gravitaire non drainée :  $12 \text{ ha} \times 0,15 \times 427,8 = 7\,700 \text{ m}^3$

Bassin versant gravitaire drainée :  $25 \text{ ha} \times 0,25 \times 427,8 \text{ mm} = 26\,737 \text{ m}^3$

Miroir d'eau (environ 1ha) :  $1 \text{ ha} \times 876,8 \text{ mm} = 8\,768 \text{ m}^3$

Evaporation (5%) =  $2\,641 \text{ m}^3$

**TOTAL REMPLISSAGE GRAVITAIRE :  $50\,189 \text{ m}^3$**

*Le cours d'eau étant situé en tête de bassin versant, son débit est estimé par son bassin versant gravitaire et non par extrapolation des débits du Petit Lay. Ce débit est par conséquent minimiser car ne prend pas en compte la source du cours d'eau.*

Pour un ouvrage de  $45\,000 \text{ m}^3$ , le bassin versant gravitaire sera suffisant pour permettre un remplissage optimal (du 1<sup>er</sup> novembre au 31 mars).

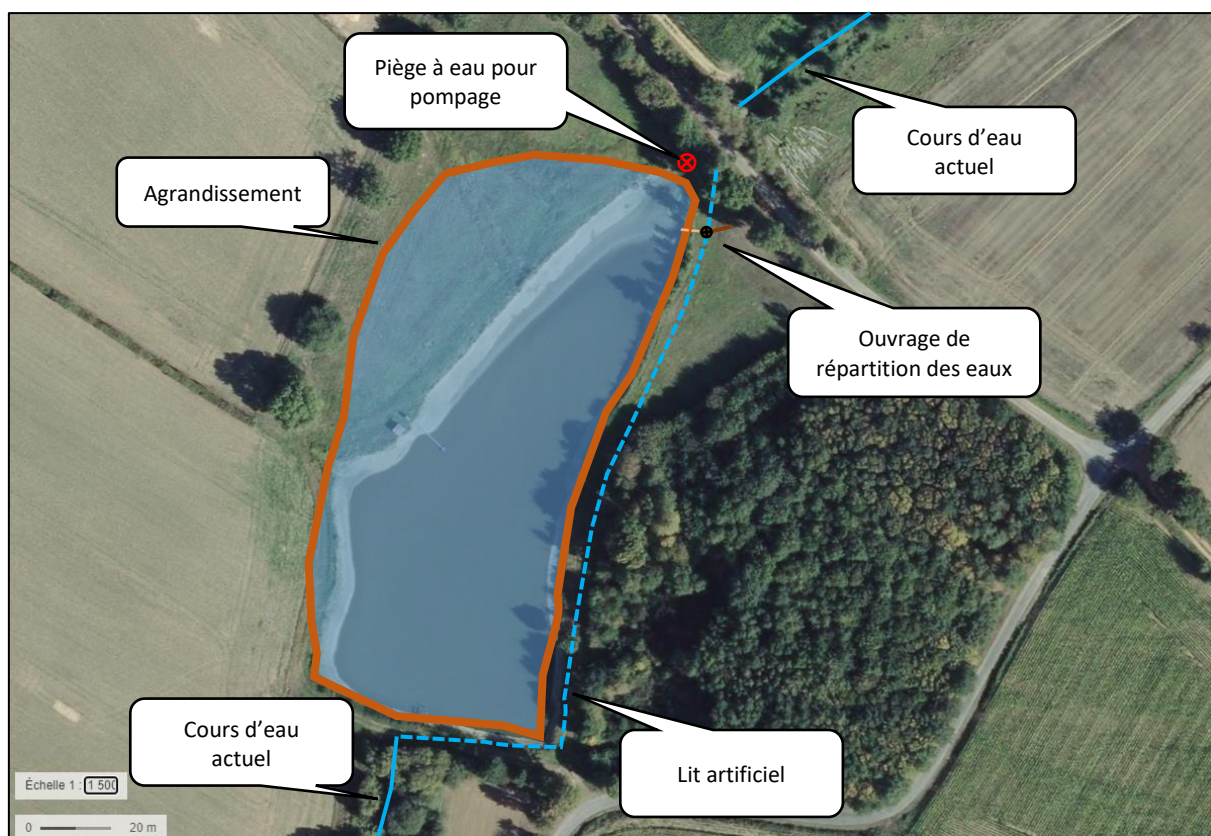


### 3.1.2 déconnexion et agrandissement du plan d'eau

L'agrandissement et le recalibrage du plan d'eau permettra de déconnecter le cours d'eau avec la création d'un lit artificiel côté Est. Cette nouvelle création tiendra compte de l'arrêté ministériel du 30 juin 2020 définissant les travaux de restauration des fonctionnalités naturelles des milieux aquatiques relevant de la rubrique 3.3.5.0. Les caractéristiques de ce nouveau tronçon cours d'eau seront étudiés dans le dossier loi sur l'eau.

Un ré-ancrage des digues permettra d'assurer l'absence d'interaction entre le nouveau lit artificiel et le plan d'eau.

L'agrandissement du plan d'eau s'opérera du côté Ouest.



Une étude topographique permettra de déterminer précisément le tracer du lit déconnecté. Cette étude apparaîtra également dans le dossier de déclaration loi sur l'eau. A première vue, le dénivelé semble favorable.

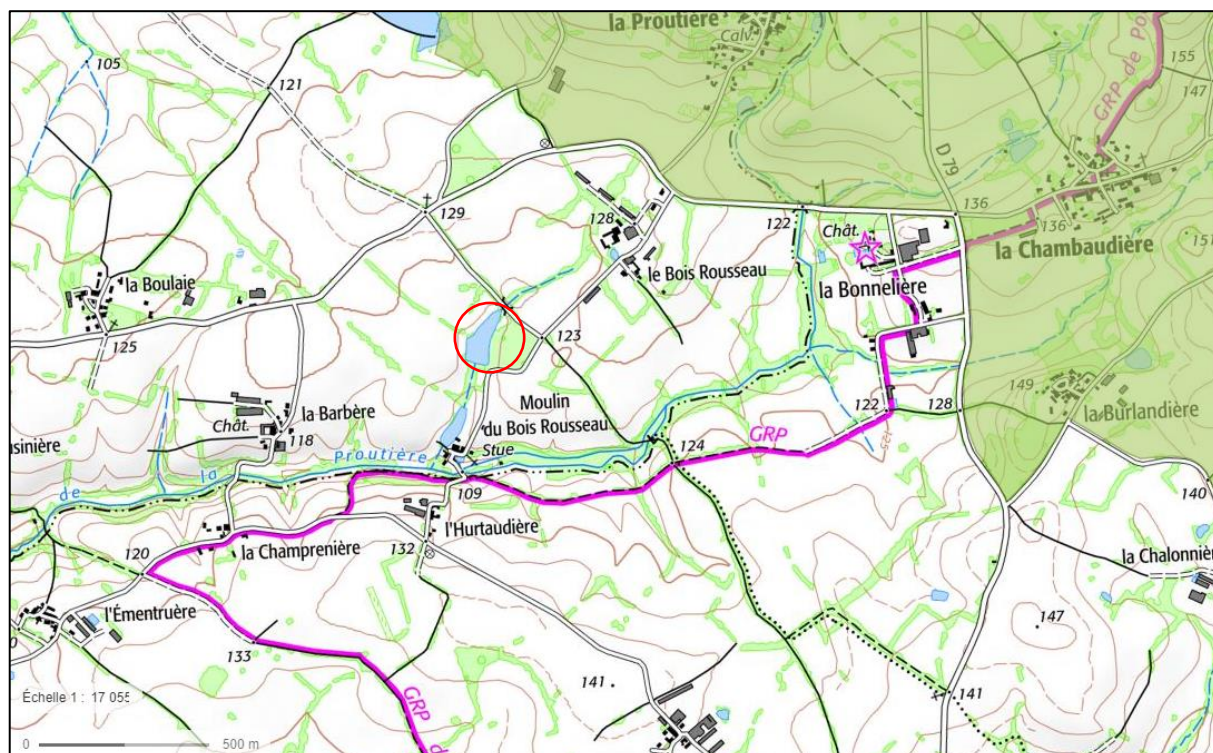
Le plan d'eau sera équipé d'une échelle limnimétrique et d'un compteur afin de s'assurer du volume stocké durant la période remplissage.

Une étude technique sera réalisée afin de cibler les quantités de matériaux ainsi que leur qualité, le gonflement/retrait et porosité, nécessaire à la réalisation du futur ouvrage.



### 3.3 Les secteurs d'intérêt particulier

#### 3.3.1 - Les ZNIEFF



Le projet se situe à 500 m d'une ZNIEFF de type 1 :

COLLINES VENDÉENNES, VALLÉE DE LA SÈVRE NANTAISE (Identifiant national : 520616288)

#### **Descriptif :**

Les collines du Haut-Bocage Vendée, entre les Herbiers et la vallée de la Sèvre Nantaise, dont le point culminant se trouve à Saint-Michel-Mont-Mercure, présente une alternance de coteaux secs et de vallons plus ou moins humides. Bois, pâturages mésophiles à xérophiles, prairies humides à tourbeuses, affleurements rocheux constituent les milieux les plus intéressants.

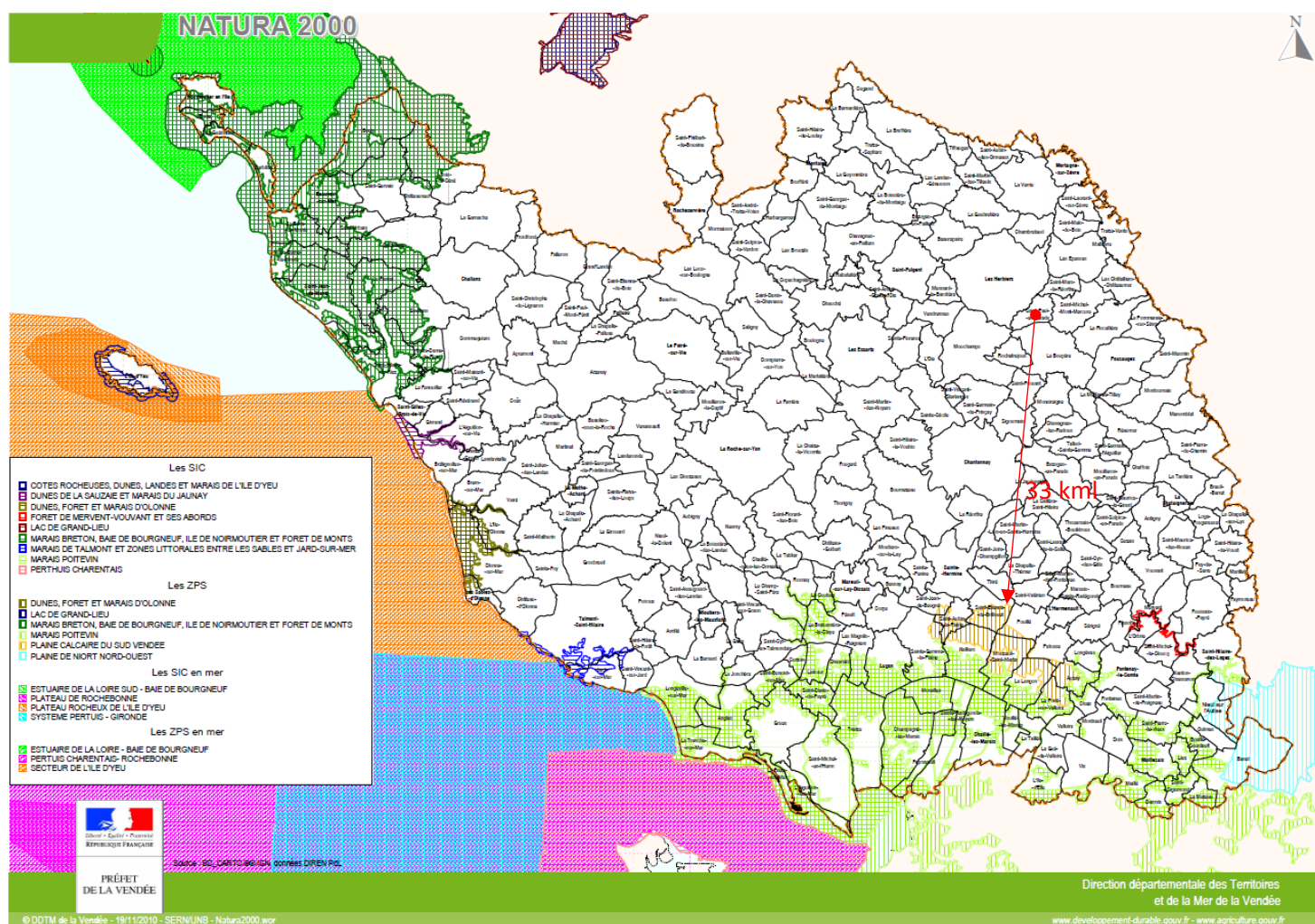
26 espèces patrimoniales d'insectes ont été dénombrées (dont le Grand capricorn, d'intérêt européen) ainsi que 32 espèces de plantes (dont le Peucedan de France, menacé par la voie de contournement de Pouzauges).

Cet ensemble de milieux reste très riches malgré la mise en culture et l'extension des bourgs. L'autoroute Cholet/La Roche-sur-Yon constitue une menace à court terme dans le nord de la zone.

Une ligne haute tension est également prévue dans le secteur de Pouzauges.

### 3.3.2 - Natura 2000

Le site Natura 2000 le plus proche se situe à plus de 33 kml du projet



### FR5212011 - Plaine calcaire du sud Vendée

#### Caractéristique du site :

La ZPS « Plaine Calcaire du Sud Vendée » est majoritairement composée de cultures, cependant le périmètre comporte des vallées sèches qui abritent potentiellement plusieurs habitats d'intérêt communautaire. Ces habitats font l'objet de plans d'action et d'inventaires sur le périmètre voisin du Marais poitevin.

Le rôle des vallées sèches est primordial pour l'organisation des mesures de gestion proposées car :

- elles constituent une contrainte technique pour les exploitations agricoles (affleurement de roches),
- sur leurs bordures nous retrouvons des habitats d'espèces de la Directive Oiseaux (#dicnèmes, ),
- elles abritent une partie de l'entomofaune servant de ressource alimentaire aux espèces de l'annexe I,
- elles sont le réservoir de colonisation de la ressource trophique des bandes enherbées et autres corridors nécessaires à la reconquête d'une richesse biologique en plaine.



### **Qualité et importance :**

La plaine céréalière du sud Vendée est un des derniers endroits où se reproduit l'Outarde canepetière en Vendée.

Cette espèce, qui était fréquente dans la plaine au 19ème siècle, risque de disparaître du département dans les prochaines années si des mesures ne sont pas prises d'urgence. En effet, de 27 mâles chanteurs en 1989, on est passé à 7 à 12 mâles en 1995 puis à 6 mâles en 2000 (GONIN et YOU 2000).

La cause principale de la raréfaction de l'espèce est probablement l'accroissement de la taille des parcelles lors des remembrements, qui permet le développement de la monoculture intensive, récoltée précocement.

Le secteur est également intéressant pour la reproduction du Busard cendré, de l'Oedicnème criard et de la Pie-grièche écorcheur, figurant tous trois à l'annexe I. Par ailleurs, la zone accueille également des espèces qui ne figurent pas à l'annexe I mais qui sont intéressantes pour la région : le Moineau soulcie par exemple, occupe ici une de ses places les plus septentrionales.

Non loin du littoral atlantique, la plaine voit passer chaque année plusieurs centaines d'oiseaux migrants. Elle accueille notamment des rassemblements post-nuptiaux d'outardes et d'oedicnèmes. La Cigogne blanche, la Grue cendrée, le Milan noir... y sont régulièrement observées en halte migratoire.

Les champs labourés sont favorables à l'accueil du Pluvier doré et du Vanneau huppé en hiver (plusieurs milliers viennent s'alimenter et se reposer dans les labours).

### 3.3.3 - Schéma Régional de Cohérence Ecologique des Pays de la Loire

Les corridors écologiques assurent des connexions entre des réservoirs de biodiversité, offrant aux espèces des conditions favorables à leur déplacement et à l'accomplissement de leur cycle de vie. Les corridors écologiques comprennent les espaces naturels ou semi-naturels ainsi que les formations végétales linéaires ou ponctuelles permettant de relier les réservoirs de biodiversité, et les couvertures végétales permanentes le long des cours d'eau.

Certains réservoirs de biodiversité peuvent faire partie de la Trame verte et bleue sans avoir vocation à être reliés entre eux lorsqu'il aura été démontré la pertinence de l'isolement naturel de ces espaces pour la conservation de la biodiversité compte tenu du fonctionnement des écosystèmes, pour limiter la dispersion d'espèces, notamment d'espèces exotiques envahissantes ou pour limiter la propagation de maladies animales et végétales.

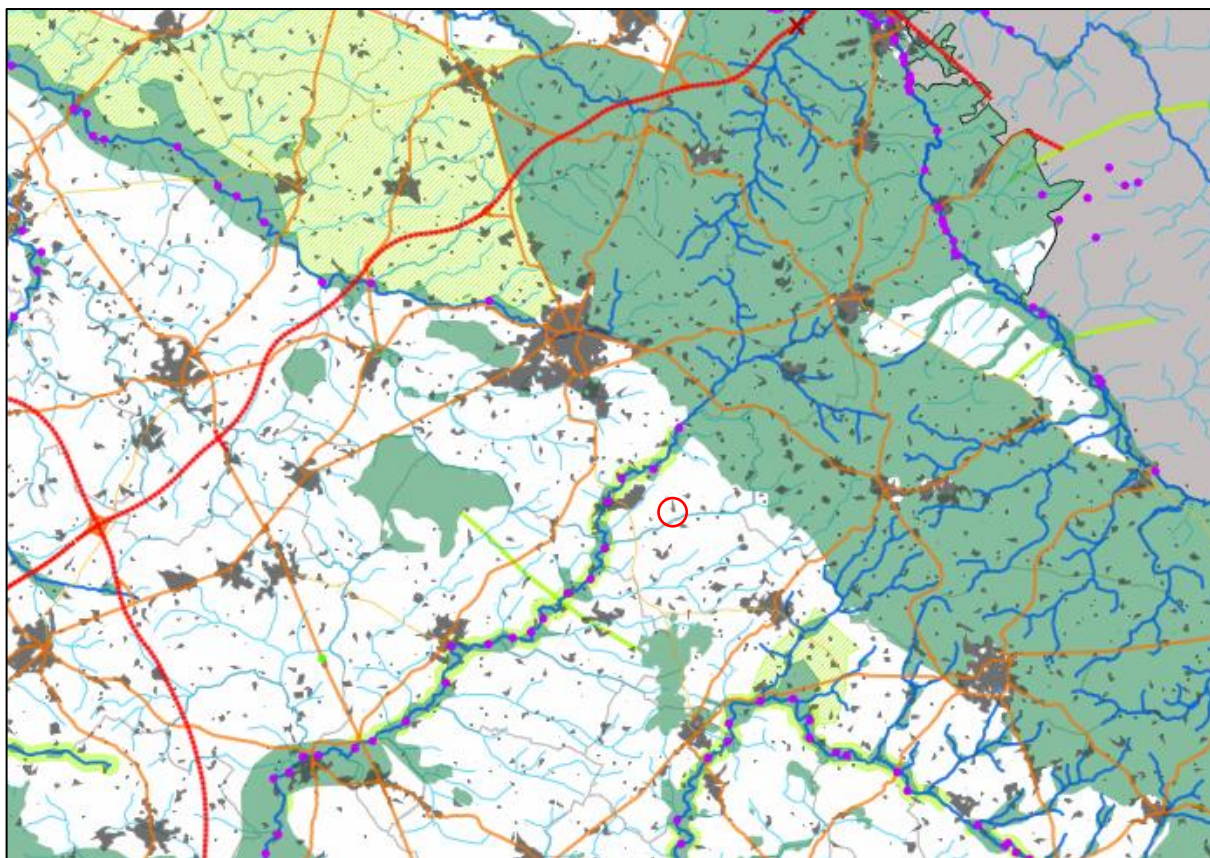
Les corridors écologiques peuvent prendre plusieurs formes et n'impliquent pas nécessairement une continuité physique ou des espaces contigus.

On distingue ainsi trois types de corridors écologiques :

Les corridors linéaires (haies, chemins et bords de chemins, ripisylves, bandes enherbées le long des cours d'eau,...) ;

Les corridors territoriaux (ponctuation d'espaces-relais ou d'îlots-refuges, mares permanentes ou temporaires, bosquets,...) ;

Les corridors paysagers (mosaïque de structures paysagères variées).



Le projet ne s'inscrit pas dans un réservoir de biodiversité ou un corridor écologique.

L'agrandissement ne sera pas considéré comme un élément de fragmentation, le plan d'eau étant déjà intégré dans le territoire

L'agrandissement se fera sur des terres agricoles actuellement cultivées par la SCEA.

La déconnexion permettra d'améliorer la continuité écologique d'un ruisseau en tête de bassin versant et ainsi favoriser la connectivité des espaces de la trame bleue.

### 3.4 Les zones humides

Selon la pré-localisation des zones humides en Pays de la Loire (DREAL), aucune zone humide ne semble être pré-localiser sur le périmètre du projet.



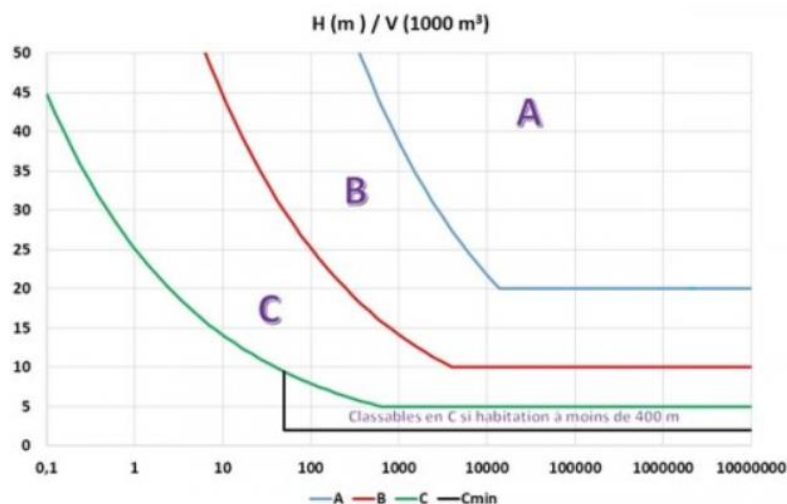
Des prospections terrain (végétation + pédologie) seront effectués pour déterminer précisément les zones humides présentes sur le périmètre du projet.

L'étude de la séquence ERC (Eviter Réduire Compenser) spécifique aux zones humides sera détaillée dans le dossier loi sur l'eau.

### 3.5 Environnement proche

#### 3.5.1 Habitation

Le projet de retenue ne sera pas soumis aux classes de barrage. **Le volume de la retenue sera inférieur à 50 000 m<sup>3</sup>.**



*Les barrages de classe C ont une hauteur d'au moins 5 mètres et retiennent, quand ils sont pleins, un volume d'eau suffisant pour que  $K \geq 20$ . Relèvent également de la même classe les barrages de hauteur supérieure à 2m, qui retiennent aussi plus de 0,05 millions de m<sup>3</sup> d'eau et pour lequel il existe au moins une habitation à moins de 400 m à l'aval du barrage.*

*Toutefois, par sécurité, une surveillance approfondie sera faite annuellement.  
Une surveillance accrue sera faite lors du premier remplissage.*

Les consignes ainsi que les fiches « COMPTE RENDU DE VISITE DE SURVEILLANCE » seront préparées et jointes au dossier d'incidence. Celles-ci seront complétées chaque année et disponibles au siège de l'exploitation.

La retenue sera équipée d'organes de sécurité, type surverse répondant à la réglementation en vigueur et d'une vidange de son volume hors sol.

#### 3.5.2 Périmètre eau potable

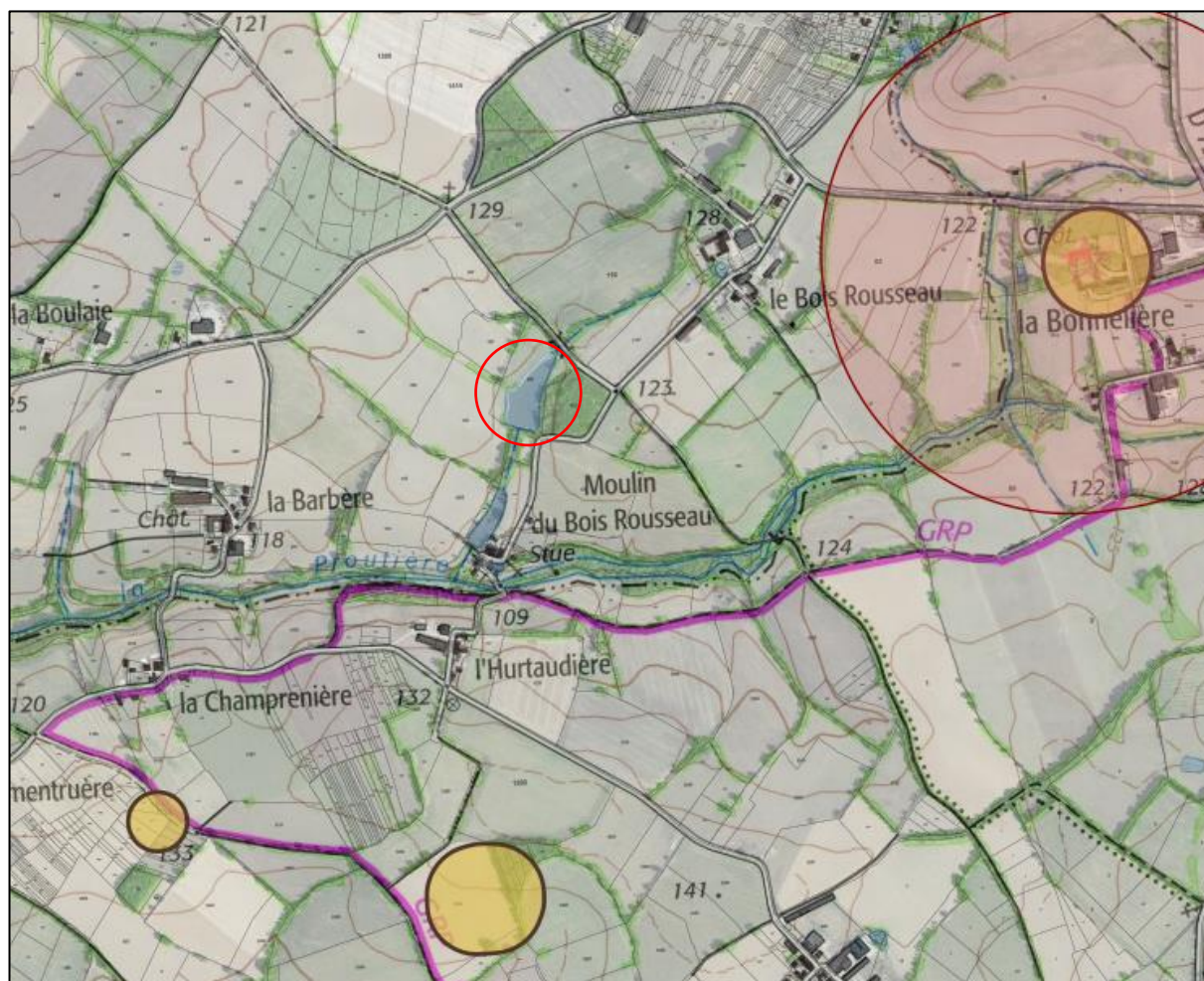
Le projet ne se superpose pas au périmètre AEP le plus proche, celui du captage de la Renaudière à Saint-Mars-la-Réorthe, situé à plus de 3,5 km du projet.

### 3.6 Servitudes

Une démarche DICT devra être effectuée avant les travaux par l'entreprise en charge.



### 3.7 zones de présomption archéologique



Selon l'atlas des patrimoines, aucune zone de présomption archéologique est recensée sur le périmètre du projet. Le service de la DRAC concerné sera tout de même consulté au titre de l'archéologie préventive.

## 4. Le SDAGE et le SAGE

Le projet sera compatible aux dispositions du SDAGE Loire Bretagne.

Enfin, le projet tiendra compte également du SAGE en place sur ce secteur, le SAGE du Lay.

Le comité de bassin a adopté le 4 novembre 2015 le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) pour les années 2016 à 2021 et il a émis un avis favorable sur le programme de mesures correspondant. L'arrêté du préfet coordonnateur de bassin en date du 18 novembre approuve le SDAGE et arrête le programme de mesures.

Le programme de mesures identifie les actions nécessaires à mettre en œuvre sur six ans pour satisfaire aux objectifs environnementaux définis par le SDAGE, à savoir l'atteinte du bon état des eaux et la satisfaction des objectifs associés aux zones protégées concernant la baignade et la conchyliculture.

C'est un document élaboré et arrêté par le préfet coordonnateur de bassin, qui associe le comité de bassin et recueille son avis.

Le SDAGE Loire Bretagne définit 15 actions clés visant à la réalisation de ses objectifs environnementaux :

1. Repenser les aménagements de cours d'eau
2. réduire la pollution par les nitrates
3. réduire la pollution organique
4. maîtriser les pollutions par les pesticides
5. maîtriser les pollutions aux substances dangereuses
6. protéger la santé en protégeant l'environnement
7. maîtriser les prélèvements
8. préserver les zones humides et la biodiversité
9. rouvrir les rivières aux poissons migrateurs
10. préserver le littoral
11. préserver les têtes de bassin versant
12. crues et inondations
13. renforcer la cohérence des territoires
14. mettre en œuvre des outils réglementaires et financiers

15. informer, sensibiliser, favoriser les échanges

De par ses caractéristiques et comme le mentionne le contenu de ce dossier, le projet semble à première vue compatible avec l'ensemble des orientations fondamentales et les dispositions du SDAGE LOIRE BRETAGNE, notamment sur les orientations :

Préserver les capacités d'écoulement des crues ainsi que les zones d'expansion des crues et des submersions marines 1B

Repenser les aménagements de cours d'eau 1C 1C-1 = débit minimum dans cours d'eau

Assurer la continuité longitudinale des cours d'eau 1D

Limiter et encadrer la création de plan d'eau 1E 1E-1 à 1E-3 = économie, volume disponible en ZRE voir 7A-2, déconnexion du réseau hydrographique et période de remplissage

Protéger la santé en protégeant la ressource en eau 6D, 6E 6E1 à 6E3 = pollution des eaux, eau potable, gestion des masses d'eau, captage.

Maitriser les prélèvements d'eau 7A 1,2,6, 7B 1,2,3,4,5, 7C 1,2,3,4 7D 2,4,5,6,7 7E 1 à 4 = débit moyen mensuel, ajustement des volumes (HMUC), autorisation de prélèvement, soutien à l'étiage, rivière réalimentée, gestion du prélèvement, marais poitevin, stockage hivernal, période de prélèvement, interception d'écoulement, restriction prélèvement.

La zone humide 8 A 3 8 B1 = meilleure option environnementale éviter réduire compenser

Restaurer le fonctionnement des circuits de migration 9A

Assurer une gestion équilibrée des espèces patrimoniales inféodées aux milieux aquatiques et de leurs habitats 9B

## **Règlement du SAGE du Lay :**

Article 1 : Répartition des volumes globaux par usage

Article 2 : Consommation départementale, interconnexion et bassin du LAY

### **REGLES PARTICULIERES POUR ASSURER LA RESTAURATION ET LA PRESERVATION DE LA QUALITE DE L'EAU ET DES MILIEUX AQUATIQUES**

Article 3 : Améliorer le traitement du phosphore et de l'azote dans les stations d'épuration

Article 4 : Diminuer les apports phosphorés sur les bassins versants l'alimentation en eau potable

Article 5 : Inondations : lutte contre les vitesses de ruissellement

Article 6 : Ruissellement : règle spécifique concernant la gestion des eaux pluviales

Article 7 : Meilleure gestion des lâchers des barrages en période d'étiage

Article 8 : Volume prélevable pour l'irrigation à partir de la nappe du sud Vendée

Article 9 : Règles pour l'entretien et la conservation du réseau hydraulique du marais

**L'étude loi sur l'eau démontrera la compatibilité du projet avec le SDAGE LOIRE-BRETAGNE et le SAGE du LAY**



## 5. Conclusion

Le projet d'agrandissement de plan d'eau et de déconnexion du ruisseau devrait être soumis à déclaration suivant le code de l'environnement, au titre de la loi sur l'eau.

Au vu des premiers éléments, le projet semble respecter l'ensemble des dispositions réglementaires, permettant sa mise en œuvre.

Des prospections (végétation + pédologie) seront effectués sur le périmètre du projet pour définir précisément la présence de zone humide. L'étude ERC sera détaillée dans le dossier de déclaration loi sur l'eau.

Une étude technique sera effectuée, afin de déterminer la faisabilité du projet en tenant compte des matériaux en places et de la topographie du site. Cette étude déterminera aussi le dimensionnement précis de la retenue et ses caractéristiques techniques.

## Annexes

Photos du site du projet :

